

# Statement

Secretary of  
State for  
External Affairs



# Déclaration

Secrétaire  
d'État aux  
Affaires  
extérieures

92/18

TELLE QUE PRONONCÉE

## ALLOCUTION

DE

L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
À LA CHAMBRE DES COMMUNES,  
SUR L'AFRIQUE DU SUD

OTTAWA (Ontario)  
Le 14 mai 1992

Madame la Présidente,

Je prends la parole au moment où nous sommes témoins des grands changements historiques que connaît l'Afrique du Sud, moment qui n'aurait pu venir aussi rapidement sans les nombreuses mesures prises par le Canada au cours des dernières décennies. Ce pays, où se jouait il y a peu une des grandes tragédies de notre époque, offre à présent un nouvel espoir à tous les Sud-Africains, qu'ils soient noirs ou blancs.

Le Canada a joué, dans l'histoire de cette métamorphose, un rôle important qui vaut la peine de vous être décrit. Ces dernières décennies, le Canada a été l'un des principaux acteurs de la lutte contre l'apartheid. Il y eut tout d'abord John Diefenbaker qui avait déclaré au Commonwealth, lorsque l'Afrique du Sud a quitté cette organisation, que cette dernière espérait toujours le retour en son sein de ce pays.

Notre Premier Ministre actuel est celui qui a dicté la conduite du Commonwealth à l'égard des sanctions; l'ancien secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui est aujourd'hui ministre responsable des Affaires constitutionnelles, a été l'un des chefs de file mondiaux de la politique s'opposant à l'apartheid en Afrique du Sud.

Maintenant que ce système commence à s'écrouler, les yeux du monde entier, et en particulier ceux des Canadiens, sont rivés sur les premiers pas de ce pays vers l'établissement d'une démocratie non raciale, événement dont nous pouvons tous nous réjouir.

Le 17 mars a été décisif en ce sens, puisqu'à cette date, le président de Klerk a reçu un appui retentissant de l'électorat blanc lorsqu'il a demandé un mandat pour poursuivre les négociations. Au lendemain de ce résultat, le Premier ministre m'a demandé de me rendre en Afrique du Sud, afin que j'y dise en personne que le Canada appuyait vivement le processus de négociations constitutionnelles, qui se déroulent actuellement dans le cadre de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA).

Pendant ma visite de quatre jours, j'ai rencontré bon nombre des dirigeants politiques qui prenaient activement part aux négociations, dont M. Nelson Mandela, le président de Klerk et bien d'autres - des leaders ecclésiastiques et communautaires, des universitaires et des gens d'affaires - qui oeuvrent pour réaliser la transformation pacifique de leur pays. L'expérience a été émouvante, pas seulement parce qu'elle m'a permis de voir les choses de l'intérieur en matière de politique officielle, mais aussi à cause des nombreux braves gens dévoués que j'ai rencontrés et qui ont consacré leur vie à combattre les fléaux du système qui les entoure. Malheureusement, la lutte pour la paix, la justice et l'égalité est loin d'être terminée.

Le chemin de l'avenir est parsemé d'embûches et de dangers. Pendant mon séjour en Afrique du Sud, j'ai fermement condamné, auprès de tous ceux que j'ai rencontrés, la violence meurtrière quotidienne. Elle menace non seulement de nuire aux discussions en cours, mais aussi de

compromettre le développement démocratique futur de l'Afrique du Sud. Si ce pays entend opérer un changement durable et prendre la place qui lui revient au sein des nations du monde, la violence doit cesser. J'ai été découragée de voir que des dirigeants et des groupes avaient tendance à rejeter le blâme sur les autres au lieu d'accepter la responsabilité collective de mettre fin à ce climat de violence et de chercher de nouvelles façons de régler les problèmes.

Il n'y a pas de solutions faciles, mais il n'y en aura pas du tout si les gens ne se serrent pas les coudes. Si les divers partis voulaient bien mettre leurs différences de côté pour faire front commun contre la tragédie de la violence, nous aurions peut-être là un signe important de l'engagement qui s'avérera nécessaire pour ériger une nouvelle Afrique du Sud.

Le monde extérieur ne peut que jouer un rôle limité dans ce processus. Pourtant, en tant que pays qui, pendant toutes ces années, a toujours favorisé une transition pacifique en Afrique du Sud, et par souci du peuple sud-africain et de son bien-être, le Canada est prêt à répondre à une demande d'aide de la CODESA par l'entremise des Nations Unies, du Commonwealth ou d'autres mécanismes pertinents.

Par ailleurs, j'ai quitté le pays optimiste quant aux perspectives de succès du processus de négociation. Optimiste certes, mais pas ignorante des difficultés à venir. Il existe encore d'importantes divergences d'opinions dans de nombreux domaines critiques, mais il se dégage cependant entre les partis un vaste consensus pour ce qui est des principes généraux qui devraient servir de fondement à un nouveau gouvernement, à un nouvel ordre constitutionnel, et l'on est profondément conscient de l'importance vitale de ces discussions pour l'avenir non seulement de l'Afrique du Sud, mais aussi de chacun de ses habitants.

En plus des pressions morales et autres que nous avons exercées, nous, les Canadiens, pouvons être fiers de l'aide positive que nous avons apportée à la mise en place d'un nouvel ordre démocratique en Afrique du Sud. Par l'entremise, notamment, de ce que nous avons appelé notre Fonds du dialogue, nous aidons à divers égards les Sud-Africains à mettre sur pied un système démocratique adapté à leur situation particulière. Nous avons aidé le pays à élaborer une constitution, dont une Charte des droits ayant force de loi, car c'est vital. Nous contribuons aussi à donner au mouvement démocratique les moyens d'élaborer des politiques dans les secteurs prioritaires que sont la planification de l'économie, l'analyse économique, la planification de l'éducation, ainsi qu'à former les ressources qui pourront faire partie d'une fonction publique permanente. Tout cela vient en sus de l'aide que nous avons fournie et que nous continuons de fournir pour former les Sud-Africains noirs qui joueront un rôle de premier plan dans la nouvelle Afrique du Sud.

Au cours des discussions auxquelles j'ai pris part, j'ai constaté que les Sud-Africains appréciaient le fait que les Canadiens - contrairement à certains autres - ne cherchent pas à recommander leur propre système constitutionnel, ni aucun autre. Nous pensons plutôt que l'on ne peut aboutir à un règlement politique qu'au terme de négociations pacifiques et que ce dernier doit être ratifié par des élections libres et équitables.

Il est presque impossible de séparer la politique de l'économie, et la question des sanctions imposées par le Commonwealth a suscité un vif intérêt auprès des personnes à qui j'ai parlé, surtout du fait que ma visite coïncidait avec la décision de la Communauté européenne de lever son embargo sur le pétrole.

Dans toutes les réunions auxquelles j'ai assisté, j'ai fait ressortir le fait que la politique du Commonwealth sur les sanctions liait la levée des sanctions aux progrès réels des négociations. C'est seulement lorsqu'il y aura accord sur «des mécanismes de transition appropriés qui permettent à toutes les parties de participer pleinement et efficacement aux négociations» que nous pourrons envisager de lever nos sanctions sur le commerce et l'investissement.

J'ai également souligné que nous ne souhaitons pas maintenir les sanctions plus longtemps que cela ne serait nécessaire. J'espère sincèrement que nous parviendrons à un accord sur les mécanismes de transition à l'occasion de la prochaine session plénière de la CODESA, qui doit débuter demain, et que nous pourrons alors faire un pas de plus vers la normalisation de nos relations.

En effet, une des principales questions soulevées pendant mon séjour, et il y en a eu beaucoup, concernait l'économie dont la relance dépendra des investissements et des échanges internationaux. Cela seul pourra donner vie à la nouvelle démocratie pour la majorité des Sud-Africains. En outre, la levée des sanctions ne suffira pas à elle seule à rétablir la confiance à l'égard de l'économie sud-africaine.

Permettez-moi de reparler de la question de la violence. Un grand nombre de gens d'affaires canadiens désirent explorer les débouchés offerts par l'Afrique du Sud en matière de commerce et d'investissement. Mais ce pays doit parvenir à une stabilité politique, et surtout mettre un terme à la violence, avant de pouvoir, avec l'aide du monde extérieur, entreprendre de reconstruire l'économie et d'être vraiment en position d'attirer les capitaux étrangers, les investissements d'affaires, les voyageurs et les échanges qui sont aussi tellement importants pour réparer les nombreuses iniquités créées par quatre décennies d'apartheid.

Le système de l'apartheid avait fait de l'Afrique du Sud un paria pour ses voisins, malgré la grande ténacité des liens commerciaux et des réseaux de transport établis à l'époque coloniale qui fut si

longue. L'évolution récente de la situation en Afrique du Sud facilite l'établissement de nouveaux liens, et il y a lieu d'espérer l'ouverture d'une ère nouvelle axée sur la coopération régionale.

Ironiquement, la sécheresse qui paralyse actuellement toute cette région du continent et qui fait tellement de victimes parmi les humains et le bétail, a servi de catalyseur suscitant un nouvel esprit de coopération parmi les pays et les gouvernements de la région. Le Canada, de concert avec d'autres donateurs, a répondu aux besoins urgents de la région, et nous accorderons 30 millions de dollars en aide alimentaire à l'Afrique australe. Une grande partie de ces denrées devront transiter par des ports sud-africains avant d'être acheminées vers le Zimbabwe, la Zambie et le Malawi. Nous accorderons aussi de l'aide au Mozambique.

Pour la première fois depuis des décennies, des ministres et des hauts fonctionnaires des autres pays d'Afrique australe prennent place à côté de leurs homologues sud-africains pour discuter d'approches communes pour ce problème commun et si tragique. Nous nous réjouissons bien sûr de cet effort de collaboration et espérons qu'il réussira. Nous sommes prêts à fournir toute l'aide qu'il nous est possible d'accorder.

La victoire sur l'apartheid est une victoire de l'esprit humain, une victoire du bien sur le mal. Mais aucune victoire n'est facilement acquise; il n'y a pas de quoi jubiler et il est encore trop tôt pour célébrer. Les défis qui se poseront à la nouvelle Afrique du Sud seront tout aussi difficiles à relever que ceux que connaissait l'ancienne Afrique du Sud. Les enjeux sont très élevés.

Le Canada a contribué dans une large mesure à démanteler les piliers de l'apartheid, système exécrationnel auquel nous nous sommes fermement et continuellement opposés. Nous devons poursuivre nos efforts et rester attentifs. Pendant mon séjour dans leur pays, j'ai tenu à assurer mes interlocuteurs sud-africains de tous les milieux que, comme par le passé, ils pouvaient compter sur l'appui du Canada, tant sur le plan bilatéral que multilatéral, pas seulement en tant qu'instrument d'action gouvernementale, mais comme réponse à la compassion, à l'intérêt et à la bienveillance que les Canadiens ressentent à l'égard de la population d'Afrique du Sud.

Alors qu'ils forgent eux-mêmes ce nouveau pays, leur nouvelle constitution, je renouvelle cette promesse devant la Chambre - l'Afrique du Sud continuera de pouvoir compter sur le Canada.